

*Initiatives ministérielles*

Le gouvernement a dit aux Canadiens que les recettes tirées de l'application de la TPS allaient servir à réduire la dette. Une partie de cette dette a été liquidée. Mais aujourd'hui le gouvernement veut emprunter cet argent au lieu de tirer avantage du fait qu'une partie de la dette a été remboursée.

Les Canadiens se posent des questions bien légitimes: Pourquoi dois-je payer 38 nouvelles taxes? Comment se fait-il que, en tant que contribuable canadien, je paie plus d'impôts qu'il y a huit ans? Qu'en est-il de la TPS qui est censée engendrer des recettes et redresser la situation budgétaire du gouvernement fédéral? Comment se fait-il que je paie plus d'impôts et que j'obtienne moins en retour? Ce sont toutes des questions que se posent les Canadiens. Mon collègue d'Ottawa-Sud vient de démontrer d'une excellente façon qu'il n'existe qu'une réponse à toutes ces questions, à savoir la capacité, ou plutôt l'incapacité, du gouvernement à gérer.

Le député d'Ottawa-Sud a fait état de promesses répétées dans chaque budget depuis 1985, selon lesquelles le gouvernement allait mettre en place de nouvelles politiques fiscales rigoureuses et augmenter les impôts tout en faisant des compressions parce qu'il fallait réduire la dette ainsi que le déficit.

Pourtant, le projet de loi à l'étude aujourd'hui ne fait rien de tout cela. Au contraire, il ajoute 8,2 milliards de dollars à la dette, tout en faisant aussi augmenter le déficit de plusieurs milliards de dollars.

Après nous avoir dit pendant huit ans que telle est la façon de réduire la dette et le déficit, on aurait pu croire que le gouvernement avait compris que sa stratégie ne fonctionne pas. Cette stratégie a échoué en 1985, en 1986 et toutes les années qui ont suivi, et elle continue d'échouer.

Le gouvernement pourrait peut-être nous dire pourquoi 25 p. 100 de nos emprunts sont maintenant effectués à l'étranger. Pourquoi ses politiques ont-elles comme résultat de priver l'économie canadienne d'une somme de 22 milliards de dollars, c'est-à-dire l'intérêt versé sur ces emprunts à l'étranger, alors que cet argent pourrait servir à créer des emplois et à favoriser la croissance économique au Canada? En effet, 22 milliards de dollars sortent du pays à chaque année à cause de la politique d'emprunt du gouvernement.

En outre, si l'on suppose un taux d'imposition de 50 p. 100, cela signifie que le Canada est encore privé de 11 milliards de dollars, étant donné que les prêteurs étrangers ne versent pas d'impôts au Canada sur ce revenu en intérêts. Ainsi, l'économie canadienne est privée de 33

milliards de dollars en raison de la politique d'emprunt à l'étranger du gouvernement.

Dans l'exposé de décembre, le gouvernement a réitéré ses promesses, a affirmé qu'il devait se montrer dur, resserrer les cordons de la bourse et se montrer dur à l'endroit des Canadiens pour résorber la dette et le déficit. Après avoir entendu ces promesses pendant huit années consécutives, les Canadiens n'y croient plus. Même le Conference Board du Canada n'y croit plus.

Récemment, dans un rapport, le Conference Board du Canada soutenait que certains éléments de l'exposé économique du gouvernement étaient contradictoires. D'un côté, le gouvernement parvient à stimuler quelque peu l'économie et prévoit une hausse du PIB de 2 p. 100 cette année; de l'autre, il gèle les salaires et réduit les prestations d'assurance-chômage. Comme le signalait le Conference Board du Canada, cela aura pour effet de ralentir la croissance économique.

À elles seules, ces deux mesures, la réduction des prestations d'assurance-chômage et le gel des salaires des fonctionnaires, contribueront à réduire de 10 p. 100 la croissance prévue pour cette année. Le Conference Board donne un autre avertissement. Selon lui, si les provinces, à qui le gouvernement a réduit les fonds en se retirant des programmes à frais partagés, doivent compenser en gelant, elles aussi, les salaires et peut-être même les subventions aux hôpitaux et aux municipalités, la croissance économique s'en trouvera encore plus ralentie.

Dans une période où le pays tente de sortir de la récession, ces mesures sont-elles logiques? Pendant que le gouvernement rappelle aux Canadiens que nous sommes en train de sortir de la récession, est-il logique qu'il prenne des mesures pour ralentir nos progrès?

Je voudrais prendre quelques minutes pour parler des répercussions de ces mesures sur la population. Je peux constater ces répercussions le vendredi soir, lorsque je rencontre des électeurs à mon bureau de circonscription. Au moins la moitié des gens que je rencontre sont sans emploi. Il s'agit de personnes bien instruites, qui ont déjà occupé des postes importants, qui sont sans emploi, qui ne retirent plus de prestations d'assurance-chômage et qui vivent désormais de l'aide sociale. Ils tentent de maintenir l'unité de leur famille, de garder les enfants à l'université. Dans certains cas, ils tentent d'empêcher leurs enfants d'abandonner leurs études secondaires pour travailler et faire vivre la famille. Ils sont au désespoir. Ils sont le désespoir de notre pays. La colère gronde à cause des politiques de ce gouvernement.